



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 26/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VICAT SA

Rte des usines
38390 Montalieu-Vercieu

Références : 20230726-Is113SS
Code AIOT : 0006100833

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement VICAT SA implanté ENIEU 38390 Bouvesse-Quirieu. L'inspection a été annoncée le 11/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT SA
- ENIEU 38390 Bouvesse-Quirieu
- Code AIOT : 0006100833
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'Enieu est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n°2009-08759 du 20 octobre 2009 modifié par l'arrêté préfectoral n° DDPP-IC-2017-09-19 du 28 septembre 2017 pour les rubriques suivantes :

- n°2510 pour une carrière d'une capacité de production annuelle maximale de 2 500 000 t ;
- n°2515 pour une puissance installée de machines concourant au fonctionnement de l'installation de 1 329 kW ;
- n°1311-2 pour un dépôt d'explosifs d'une capacité de 3 t.

La production du site est destinée à alimenter la cimenterie de Montalieu.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi des émissions : air, eau, poussières, vibrations ;
- suivi administratif.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	suivi	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
11	Défrichement	Arrêté Préfectoral du 24/08/2008, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Production autorisée et exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 2	/	Sans objet
2	Clotures et barrières	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 5	/	Sans objet
3	abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 7.4 et 14.2	/	Sans objet
4	registre et plan	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 7.7	/	Sans objet
5	pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 10.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 10	/	Sans objet
7	pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 11-II	/	Sans objet
8	pollution de l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 et 19.6	/	Sans objet
9	incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions d'exploitation le jour de l'inspection (côtes fond de fouille, état et hauteur des fronts, des pistes, suivi des émissions) n'appellent pas de remarques particulières. Les mesures de suivis sont en place et réalisées périodiquement.

Des actions correctives sont à initier pour certains attendus (suivi scientifique du réaménagement et réunion de la commission de suivi).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production autorisée et exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière est autorisée pour une production annuelle maximale de 2 500 000 tonnes/an. La cote limite en profondeur est de 260 mNGF
Constats : La production réalisée pendant l'année 2022 est inférieure au maximum autorisé (déclaration Gerep). La cote fond de fouille est respectée. (constat réalisé sur le plan d'exploitation)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes. Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction. L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : Des clôtures sont présentes autour des zones dangereuses et/ou en exploitation. Elles figurent sur le plan d'exploitation et sur un plan particulier relatif aux clôtures permettant de faire le point sur les clôtures posées, les clôtures en bon état et celles à remettre en état. Un programme d'entretien est mis en œuvre annuellement. L'exploitant précise que la zone sur laquelle la poursuite de l'exploitation est programmée va faire l'objet de travaux de clôture. Le plan de suivi annuel d'entretien des clôtures sera adressé à l'inspection des installations classées.
Observations : L'exploitant fait état de la loi modifiant certains articles du code de l'environnement relatif aux clôtures (limitation de l'engrillagement). L'inspection des installations classées précise que les carrières entrent dans l'exception précisée au point 9 de l'article L372-1 du code de l'environnement pour des raisons de sécurité publique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 7.4 et 14.2
Thème(s) : Risques accidentels, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables et dans le créneau d'heures suivant : 10 h –11h30 – et 14h-16h30. Le plan de tir est tenu à disposition du DRIRE . En cas d'incident, la plage horaire peut exceptionnellement être de 10 h à 18 h. Après prise de possession des lieux par le concessionnaire de l'autoroute, les tirs auront lieu à plus de 140 mètres de l'emprise de la A 48 et les fronts seront orientés afin qu'il n'y ait pas de risque de projection de pierres. L'enregistrement sera réalisé à chaque tir. Pour les tirs de mines, le niveau de pression acoustique de crête est limité à 125 décibels linéaires. I – Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées dans les trois axes de la construction.

<p>Constats :</p> <p>L'enregistrement des vibrations et onde de surpression est systématique sur le site. 2 points d'enregistrement sont mis en place.</p> <p>Depuis le 1er janvier 140 tirs ont eu lieu. Ils sont réalisés dans les créneaux horaires prescrits.</p> <p>La valeur maximale de vitesse particulaire est de 1,85 mm/s et la surpression maximale enregistrée est de 118 dB(L).</p> <p>L'ensemble de ces données figurent sur un suivi mis en place par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant nous informe que quelques plaintes lui ont été adressées par des riverains sans pour autant l'être à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant déclare poursuivre un dialogue et un travail d'écoute auprès des riverains.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : registre et plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 7.7
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre. les bords de la fouille les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs les zones remises en état des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation a été mis à jour le 3 janvier 2023. Une nouvelle mise à jour par les géomètres de l'exploitant était en cours le jour de l'inspection.</p> <p>Un plan complémentaire comportant les surfaces S1, S2 et S3 (phasage et garanties financières) a été réalisé conformément à la demande formulée au cours de l'inspection de 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche implantée et entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la</p>

<p>récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir; - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
<p>Constats :</p> <p>Le ravitaillement des engins est effectué sur une aire étanche reliée à un déshuileur.</p> <p>Le stationnement des engins est réalisé dans les locaux de l'exploitant en dehors de la carrière.</p> <p>Les stockages de GNR et de carburant de substitution (OLEO100) sont réalisés dans des cuves à double-paroi.</p> <p>Ces cuves ne sont pas disposées dans des rétentions.</p> <p>La fiche de données et sécurité de l'OLEO100 ne classe pas ce liquide comme dangereux pour l'environnement.</p> <p>Elle préconise toutefois en mesure de précaution "d'empêcher la pollution du sol et de l'eau".</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de préciser si ces 2 cuves sont équipées d'un détecteur de fuite dans la double enveloppe et recommande de disposer le réservoir de GNR dans une rétention associée.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées précise les dispositions suivantes: "Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné", dès lors que les dispositions relatives à la détection de fuite et aux volumes de rétention requis sont remplies.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : pollution des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : Température PH MEST Hydrocarbures Totaux DCO NFT - 90.008 NFT - 90.105 NFT - 90.114 NFT - 90.101 < 30[±] C compris entre 5,5 et 8,5 < 35 mg/l < 10 mg/l < 125 mg/l Les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des analyses sur les eaux rejetées dans le milieu naturel sont effectuées sur 3 points de rejets dont la sortie du déshuileur.</p> <p>Le rapport des résultats des analyses de 2022 ne fait pas état d'anomalies dans les résultats.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 11-II
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm ³ (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normales de température - 273 Kelvin - et de pression - 101,3 kilo pascals - après déduction de la vapeur d'eau - gaz sec -). Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquels les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures. En aucun cas, la teneur en poussière des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 150 mg/Nm ³ . En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause. Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi heure. Concasseur primaire : valeur limite pour le débit gazeux : 49100 Nm ³ /h Flux de poussières : 1,5 kg/h La périodicité des contrôles sera annuelle pour déterminer les concentrations, les débits et les flux de poussières des émissions gazeuses. Ces contrôles sont effectués selon les méthodes normalisées et par un organisme agréé.
Constats : Deux rejets canalisés sont présents sur le site au niveau des concasseurs de l'installation de traitement des matériaux. Ces deux rejets font l'objet d'une analyse annuelle sur les paramètres suivants : poussières totales, PM _{2,5} et PM ₁₀ . Les valeurs analysées le 20 avril 2023 (dernière campagne consultée) sont très inférieures à la valeur limite prescrite. Le flux analysé est de 80g/h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 et 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les « exploitations » de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Constats :

Le plan de surveillance est établi depuis plusieurs années.

Les mesures des retombées de poussières environnementales se poursuivent avec une périodicité trimestrielle (volonté de l'exploitant de rester sur cette périodicité).

Le bilan annuel 2022 a été consulté.

La valeur maximale en moyenne glissante enregistrée est de 129 mg/m²/jour.

Observation :

l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant la nécessité de réviser le plan de surveillance (positionnement des jauges) en fonction de l'évolution des zones exploitées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 12

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

Le site est équipé de plusieurs extincteurs (engins, installations et locaux). Ces extincteurs sont vérifiés annuellement. La dernière vérification (rapport consulté) a été réalisé le 13 juillet 2022.

Observation :

L'exploitant veillera à programmer la prochaine campagne de vérification sans tarder.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 20
Thème(s) : Autre, commission de suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une commission de contrôle comprenant élus, administrations, exploitants, associations sera réunie une fois par an ou à la demande motivée de l'une des parties. Le suivi scientifique du réaménagement sera effectué par un bureau d'études assistant l'exploitant et les compte rendus transmis aux membres de la commission.
Constats : La commission de suivi ne s'est pas réunie au cours de l'année 2022. L'inspection rappelle à l'exploitant l'obligation de réunion annuelle. Un suivi scientifique est réalisé par l'association LO PARVI dans le cadre de la convention "roselière". L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le suivi scientifique concerne l'ensemble des travaux de réaménagement. L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer de la bonne reprise de la végétation sur les talus qui ont fait l'objet d'un engazonnement (coté ouest du site).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Défrichement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2008, article 4
Thème(s) : Autre, défrichement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société VICAT transmettra à la DDAF un compte-rendu des surfaces effectivement défrichées tous les 5 ans, dans les 6 mois suivant la date anniversaire de la délivrance de l'AP.
Constats : L'exploitant indique que les comptes-rendus de défrichement n'ont probablement pas été établis ni transmis à la DDT.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois